



**PRÉFECTURE  
DE POLICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Direction des usagers  
et des polices administratives**

Paris, le **08 OCT. 2025**

**AP-HP CAMPUS PICPUS  
Service Finances  
Madame Florence KANIA  
33 boulevard de Picpus  
CS 21705  
75571 Paris Cedex 12**

**Affaire suivie par : Marie-Sophie BOIVIN**

Sous-direction de la sécurité du public  
Bureau des Hôtels et Foyers  
1 bis, rue de Lutèce – 75 195 PARIS CEDEX 04  
Tél : 01.49.96.33.88  
Mèl : [pp-dupa-sdsp-bhf-qualite@interieur.gouv.fr](mailto:pp-dupa-sdsp-bhf-qualite@interieur.gouv.fr)  
Ref : 14-O-00-2079

**Objet : Etablissement « ADY STEG » (ex : Leriche-Halpern/Broussais), 8-14 rue Maria-Hélène Viera Da Silva, Paris 14ème**

Ref : V/Courrier du 07/07/2025 (reçu le 24/07/2025).

Vous avez transmis à mes services, par courrier ci-dessus référencé, un dossier portant sur le réaménagement partiel du 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment cité en objet, afin d'accueillir la future école de soins infirmiers et aides-soignants (IFSI), avec suppression de l'activité de type U en raison du déménagement de l'association ARIA qui était classée en hôpital de jour pour personnes autistes.

Après instruction par les services techniques de sécurité, j'émet un avis favorable au projet, sous réserve de la réalisation des mesures prescrites au verso.

A l'issue des présents travaux, en complément de ceux portant sur l'école de chirurgie autorisés par notification du 12 mai 2025, cet ERP pourra accueillir un effectif de 1088 personnes dont 129 personnes pour l'IFSI et 193 personnes au titre du personnel et sera classable en 2<sup>ème</sup> catégorie de type R avec activité secondaire de type W.

Le préfet de police,  
par délégation

  
**Le sous-directeur  
de la sécurité du public**

**Vincent NATUREL**

Copies transmises à :

- M. Camille DUMAS, Direction Economique, Financière, de l'Investissement et du Patrimoine (DEFIP),
- M. Frédéric LOROTTE, Responsable Unique de Sécurité

Etablissement « ADY STEG » (ex : Leriche-Halpern/Broussais),  
8-14 rue Maria-Hélène Viera Da Silva,  
75014 PARIS

Annexe à la lettre du : 08 OCT. 2025

**MESURES A REALISER :**

**MESURES RELATIVES A LA SECURITE INCENDIE :**

1. Réaliser les travaux, concernant le réaménagement partiel du 3<sup>e</sup> étage, pour l'installation d'une école de soins infirmiers et aides-soignants (IFSI) du bâtiment « ADY STEG », élevé de 6 étages sur rez-de-chaussée haut et bas sur 1 niveau de sous-sol, susceptible de recevoir un effectif total de 1 088 personnes dont 129 pour l'IFSI et dont 193 au titre du personnel (qui constituera à l'issue des travaux un ERP de type R avec activité annexe de type W de 2<sup>e</sup> catégorie), sis 8-14 rue Maria Hélène Viera Da Silva à Paris 14<sup>ème</sup>, en se conformant au dossier établi par LEA Architecture, reçu au BHF le 24/07/2025 et aux textes réglementaires en vigueur, notamment :

- les articles 143-1 à 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation,
- le règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif aux établissements recevant du public,
- l'arrêté du 10 décembre 2005 modifié relatif aux établissements de type R.

2. Ne pas effectuer, ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation (article GN 13).

3. Limiter à 19 personnes les locaux disposant d'une seule sortie, conformément aux dispositions de l'article CO 38.

4. Faire réaliser une mission de coordination SSI dans le cadre de modification du SSI conformément à la norme NF S 61-931 § 5.3.1.

5. Réactualiser le plan schématique apposé à chaque entrée du bâtiment, sous forme de pancarte inaltérable, destiné à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, conformément aux dispositions de l'article MS 41.

6. S'assurer du concours, pendant les travaux, d'organismes ou de personnes agréés par le préfet de police, pour effectuer les vérifications de sécurité, conformément aux dispositions des articles R. 143-34 et R.143-37 du Code de la construction et de l'habitation. Les procès-verbaux ou comptes rendus de vérifications et le Rapport de Vérifications Réglementaires après travaux (RVRAT) seront annexés au registre de sécurité et présentés à la commission de sécurité, à l'occasion de sa visite.

**MESURES RELATIVES A L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP :**

7. Se conformer aux dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public et notamment en respectant les obligations de repérage et guidage des cheminements accessibles au public, l'éclairage permettant d'assurer un éclairage minimal et le marquage, à hauteur des yeux, des éventuelles parties vitrées ou translucides.

**AUTRE REGLEMENTATION A RESPECTER :**

8. Se conformer aux dispositions du code du travail.